



## 33<sup>ème</sup> congrès du PCF

Après 4 jours d'intenses débats lors de leur congrès national, les communistes fixent leur feuille de route pour les prochaines années.

Une analyse des travaux, des réactions, notre dossier.

p 4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

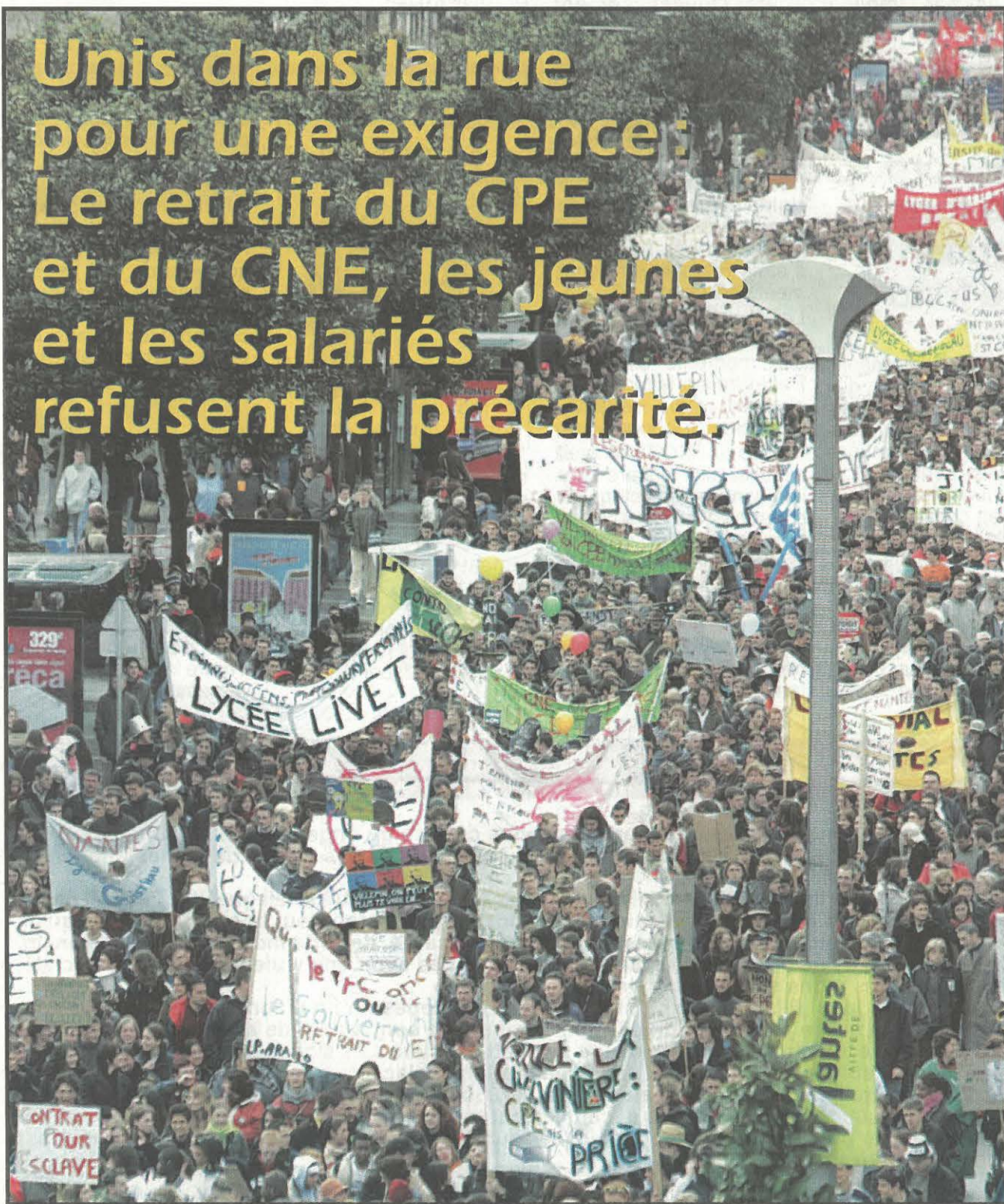
Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 805

6 avril 2006

prix: 0,70 €

**Unis dans la rue  
pour une exigence :  
Le retrait du CPE  
et du CNE, les jeunes  
et les salariés  
refusent la précarité.**



### ■ QUAND LE CPE...

Une grande partie de ce numéro sera consacrée à la crise sociale majeure provoquée par l'obstination du gouvernement qui se refuse au retrait d'une loi que l'ensemble du monde du travail et la jeunesse, condamnent. Analyses et réactions au fil de nos pages.

Les impératifs de composition et d'impression des « Nouvelles » nous contraignent « au bouclage » de ce numéro vendredi 31 mars. Cela peut expliquer un décalage possible entre l'actualité et son contenu. Nous nous en excusons si cela était le cas.

### ■ CHANTIERS NAVALS

Nous consacrons un supplément de 4 pages à la situation aux Chantiers de l'Atlantique qui sera distribué à 30 000 exemplaires sur la région nazairienne. Des propositions concrètes pour une Navale du XXI<sup>ème</sup> siècle à Saint-Nazaire

www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com  
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com  
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com  
www.pcf-44.com  
**www.pcf-44.com**  
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com  
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com



# L'actualité politique...

## EN BREF

### Bien où il est

L'ancien premier ministre Alain JUPPE qui occupe un poste d'enseignant à l'école nationale d'administration du Québec depuis ces problèmes avec la justice française, vient de se voir proposer une prolongation de contrat d'un an. « **Je réfléchis, on verra bien** » aurait-il répondu. Si les québécois veulent le garder, pas de souci, on leur laisse...

### Copaternité

Si DE VILLEPIN apparaît aux yeux de tous comme le père spirituel du CPE et, si son « ami » SARKOZY cherche à se démarquer en ces temps difficiles de contestations au projet, n'oublions pas qu'en janvier le président de l'UMP accueillait avec le plus grand sourire les propositions du premier ministre sur le sujet et en revendiquait haut et fort la copaternité (à l'époque... ça pouvait payer - maintenant, il faut voir...)

### Toujours lui

De qui, pensez-vous, sont ces paroles? « **Les manifestations actuelles contre la flexibilité s'inscrivent dans une logique autodestructrice: on pense protéger l'emploi en rendant très difficile les licenciements [...]. A force de craindre de s'attaquer aux avantages sociaux, on conforte le chômage de masse** »... De notre ami Bolkestein qui n'en finira donc jamais de s'attaquer à l'emploi au nom de la compétitivité...



### Pas mal non plus

En ces temps de débat sur la flexibilité, Laurence PARISOT, Présidente du MEDEF y va également de son couplet en déclarant: « **Je pense que nous devons faire tous ensemble un effort de réforme vers plus de flexibilité sur le marché du travail, cet effort doit être réparti entre tout le monde. Je pensais - et malheureusement les faits me donnent raison - qu'il y avait un danger à faire peser cet effort sur une catégorie spécifique de la population [...]. sans remettre en cause le principe du SMIC, (il faut) une réflexion collective sur les modalités de fixation afin qu'elles soient un peu déconnectées du politique et un peu plus connectées à l'économie** ». Sans autre commentaire...

### CNE et chômage

Selon le gouvernement 350 000 contrats nouvelle embauche (CNE) auraient été signés depuis sa création. Dans le même temps, l'INSEE précise que 10 à 20 000 emplois par trimestre seraient créés avec les CNE. Si l'on compare ces deux chiffres de « caractère officiel », on peut penser d'une part que « les emplois créés avec le dit CNE » l'auraient été selon toute vraisemblance sans ce dernier et d'autre part que les quelques 330 à 340 000 emplois restant n'ont comme seule valeur la précarité répondant ainsi aux objectifs du gouvernement et du MEDEF.

## Point de vue

Par Michel RICA



La campagne que mène le Parti Communiste avec son slogan « battre la droite et réussir à gauche » est de pleine actualité. Comme cela avait été le cas le 29 mai avec la bataille pour le NON à la constitution et pour une autre Europe, les luttes d'aujourd'hui sont traversées par une volonté de réponses politiques, et

cela est particulièrement vrai pour la jeunesse. Les discussions, les slogans, les banderoles tenues par les lycéens et les étudiants, mais aussi les salariés, interpellent l'ensemble des forces politiques, celles qui sont au pouvoir bien sûr, mais aussi les forces de gauche. Reconnaissons que les communistes sont particulièrement à l'aise dans cette forte protestation populaire. Tous aujourd'hui, des lycéens aux retraités sont inquiets de la société que nos gouvernants veulent nous imposer au nom de leur « réalisme économique ». Mais c'est par l'implication, par l'investissement

dans le débat politique, par la force et le niveau des exigences populaires, que ce fera la clarté sur les choix politiques à engager pour répondre aux attentes de celles et ceux qui souffrent, de celles et ceux qui luttent et souhaitent une autre politique dans notre pays. Pour cela, il est nécessaire d'offrir un véritable débouché politique, d'être offensif et audacieux pour créer les conditions d'un fort mouvement populaire, rassembleur, ouvert. Il nous faut pousser le débat avec le peuple, avec l'ensemble des forces politiques de gauche afin que le choix soit posé entre prolongement de la précarité libérale et construction d'une société solidaire.

**« Il est nécessaire d'offrir un véritable débouché politique »**

Le 33<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste a débattu de l'ensemble de ces questions et a fait des propositions qu'il s'agit maintenant de faire vivre, tous ensemble.

Chasser la droite, changer la vie, travailler au rassemblement doit passer par une adresse à toute la gauche sans exclusive. Le moment appelle à une ambition forte du Parti Communiste pour montrer qu'il est disponible pour travailler avec celles et ceux qui veulent changer de politique dans ce pays et affirmer qu'ensemble nous pouvons construire une UNION POPULAIRE.

## SARKOZY: désaccord sur la forme et soutien sur le fond

Si le ministre de l'intérieur, de surcroît président du parti qui dirige le gouvernement, déclare à ses proches que « la situation est mauvaise pour la majorité » (il faudrait avoir des lunettes en contre plaqué pour dire le contraire), il n'en demeure pas moins que tous les coups lui sont bons pour savonner la planche de son ami de toujours Dominique DE VILLEPIN. C'est ainsi qu'il durcit, en cette fin de semaine, le ton

en trouvant incapable son premier ministre de trouver une sortie à la crise. « **On peut être ferme sans être rigide [...]. être à l'écoute sans abdiquer ses convictions [...]** » lâchait-il sans retenue, lors d'un meeting à Douai.

Les deux hommes seraient-ils ainsi en désaccord en ces moments difficiles? Peut-être sur la tactique à observer mais certainement pas sur le fond.

Nicolas SARKOZY aimerait en effet aller encore plus loin dans le détricotage du code du travail. N'est ce pas lui qui prône l'institutionnalisation de la précarité pour tous les salariés en « libérant les embauches » et en mettant en place un contrat unique à durée indéterminée dont les garanties se renforceraient au cours du



temps. Des contrats précaires généralisés puisque le nouvel embauché ne bénéficierait pas immédiatement des mêmes droits qu'un salarié de longue date dans l'entreprise. Il veut également fusionner l'ASSÉDIC et l'ANPE afin de mieux « fliquer les chô-

meurs » pour réduire leurs droits et leurs indemnités. Enfin, il veut mettre à bas le système de préretraite et continuer à faire travailler ceux qui sont en retraite. N'a-t-il pas en effet déclaré que « **ceux qui veulent continuer à travailler en même temps qu'ils toucheront leur retraite, doivent pouvoir le faire sans aucune restriction** ».

Nicolas SARKOZY est coincé entre son rôle de numéro deux du gouvernement et sa position de candidat à la candidature pour la future élection présidentielle. Cette crise sociale majeure n'est pas pour lui la bienvenue car elle l'oblige à sortir du bois et ne peut lui permettre de rester hors de la mêlée en donnant d'ordre loin de l'action gouvernementale.

## De vous à moi...

**Ne sont-ils pas en train d'empiler bêtement toutes les colères qu'engendre cette foutue société? C'est la question que l'on est en droit de se poser en ces temps mouvementés de contestation massive des jeunes contre le CPE.**

**Mais en fait, ne colèrent ils essentiellement que contre le CPE, que contre le fait que VILLEPIN ait passé son texte à la hussarde à l'Assemblée nationale? Non, ils manifestent tout bonnement parce qu'ils en ont marre de cet avenir bouché, sans issue, de cette précarité, de cette incertitude du lendemain, de cette impression de ne pas servir à grand chose, de ne pas avoir une vraie place dans la société, d'être seulement des pions sur un échiquier.**

**Leur manif contre la loi FILLON, l'explosion dans les banlieues en fin d'année dernière, leur vote lors du référendum sur le projet de constitution européenne sont autant de signes d'une jeunesse qui cherche un autre avenir, qui veut construire une autre société. Les slogans écrits à la main sur de grands cartons ou sur de vieux draps en sont l'illustration implacable.**

**Il y a un signe fort qu'il faut entendre et auquel il faut répondre avant qu'il ne soit trop tard. Les politiques qui se sont succédées depuis des décennies ont tout simplement empilé les colères, les frustrations sans laisser place au rêve, au regard joyeux sur l'avenir qui caractérisent les vingt ans. Il est grand temps d'ouvrir les yeux...**

Y.C.



**Vu au gré des manifs contre le CPE dans notre département**



**Un brin d'humour**



**Un message fort**



**Une colère profonde**



**Un engagement sur l'avenir**



## CPE : État d'âme électoraliste à droite

Le CPE semble pour le moins inquiéter une droite départementale aux abois si l'on en croit les différentes déclarations faites ces derniers temps par ses principaux élus et responsables.

Si certains comme Jean Pierre LE RIDANT, député UMP, considère que « la loi a été votée (rappelons tout de même que c'est avec le 49-3) elle doit donc être appliquée et il n'y a pas lieu d'envisager ni retrait ni suspension ». Gisèle GAUTIER (UDF) est beaucoup plus critique sur la forme et pense que « le premier ministre fait preuve d'une incroyable rigidité qui conduit son camp dans l'impasse ». La sénatrice de Loire-Atlantique ne perd pas, dans le même temps, ses repères de classe et donne

un coup de griffe à ses principaux ennemis que sont les partis de gauche et les syndicats en déclarant que « c'est grâce au CPE que vie a été redonnée aux partis de gauche et aux syndicats qu'elle juge moribonds... »

Pour Serge POIGNANT c'est la carte de l'inflexible qui est sorti « il ne faut pas céder à la pression de la rue sans quoi aucune réforme serait possible » déclare-t-il tout en s'inquiétant des oppositions qui se font jour dans ses rangs lézardant une unité du mouvement. Parmi les plus critique, le député-maire UMP du Croisic, Christophe PRIOU ne mâche pas ses mots à l'encontre du Premier ministre. C'est ainsi qu'il considère que Dominique DE VILLEPIN



aurait du commencer par « l'étape du dialogue social » plutôt que de passer son projet à la « hussarde ». Pour le député maire du Croisic, « le contrat premier embauche est venu s'ajouter à

toutes les craintes qu'il entend dans sa permanence. Il est révélateur d'un malaise qui s'est aussi manifesté avec le vote de 2002 puis la crise des banlieues » poursuit-il.

Certes, pour l'élu de la presqu'île guérandaise, le moment est peut-être venu de régler des comptes avec le premier ministre pour mieux servir ensuite Nicolas SARKOZY, son patron de l'UMP, mais l'analyse qu'il fait de « la méthode » du premier ministre ne laisse pas indifférent quand il cite « Qu'il

retrouve là » le « VILLEPIN secrétaire de l'Elysée, celui de la dissolution de l'Assemblée nationale... », un premier ministre qui veut passer à la hussarde... »

« Chassez le naturel, il revient au galop » continue Christophe PRIOU qui trouve « dramatique cette situation qui met toute la droite en porte à faux ».

Il est vrai qu'au regard du calendrier électoral, à un peu plus d'un an des élections législatives, certains députés de la droite peuvent se sentir aujourd'hui assis sur un siège éjectable...

A bien regarder d'ailleurs, aucun responsable de la droite départementale ne condamne sur le fond le CPE. Les critiques se concentrent exclusivement sur la méthode utilisée par le gouvernement et son premier ministre pour passer la réforme alors que le refus actuel que manifeste une majorité de Français, se fait sur le fond, c'est-à-dire la casse du code du travail et une précarité accrue pour la jeunesse et les salariés.

### Départ sans regret

C'est à grands coups de déclarations dans plus de médias que la planète ne peut compter, que le « sulfureux et bouillonnant » directeur de la CPAM de Nantes vient d'annoncer sa démission de la caisse parce que, explique-t-il « il se reconnaît de moins en moins dans cette institution ». C'est vrai qu'à 63 ans ce personnage qui ne comptait pas, loin s'en faut, que des amis, a tout de même su « profiter » pratiquement jusqu'au bout, des joies d'un pouvoir de direction qu'il n'aimait, c'est de notoriété publique, pas partager.

Pourtant, cet homme « aux multiples coups savamment calculés et médiatiquement orchestrés » a servi à ce poste et avec zèle depuis 1989, tous ceux qui ont amené la sécu-

rité sociale là où elle est aujourd'hui et cela sans jamais bouger son petit doigt de la couture du pantalon, sans broncher...

A deux ans de l'âge maximum de la retraite mais tout de même trois ans après l'âge auquel les salariés de la sécu prennent en général la leur, Claude FREMONT, s'en va avec, en guise de médaille, un recours introduit contre lui par le syndicat CGT de la caisse.

Où va-t-il aller, que va-t-il faire maintenant, à son âge?... lui qui revendique en faisant référence au contrat première embauche tant décrié en ces temps, de pouvoir signer un Contrat Dernier Emploi ?

A bien réfléchir pourquoi ne pas lui trouver une place d'homme à tout faire dans une maison de retraite car, chacun le sait, il y manque beaucoup, beaucoup de personnel...

### Historique

Ce sont près de 100 000 manifestants qui se sont retrouvés dans les rues des principales villes du département le 28 mars contre le CPE. A Nantes, ils étaient selon les sources syndicales, 70 000 participants, 25 000 à Saint-Nazaire et des milliers à Châteaubriant.

Rarement, le mécontentement n'aura été aussi démonstratif dans notre département de mémoire syndicale ou politique. Les chiffres selon l'ensemble des observateurs, même s'ils diffèrent suivant leurs sources, dépassent les grandes manifestations de 1995, du 1<sup>er</sup> mai 2002 et autres plus anciennes. Salariés, retraités, jeunes lycéens et étudiants ont fait la démonstration qu'ils refusaient la politique de précarité prônée par la droite et le MEDEF.

### Serrez les rangs

On se prépare aux prochaines échéances électorales à l'UMP à en croire André TRILLARD qui est candidat à sa propre succession au poste de président départemental du parti de son ami SARKOZY. C'est ainsi qu'il explique sa décision par rapport à l'important calendrier électoral avec comme mission « de veiller au maintien de l'unité du mouvement » pendant la délicate période des candidatures... Il est vrai qu'il y a souvent dans ces moments, des gourmands aux dents longues jusqu'à en rayer le parquet.

Mais la question première que l'on pourrait se poser, sans pour cela s'immiscer dans les affaires de la droite départementale, c'est l'annonce déjà faite par l'ex futur président de l'UMP 44 que la parité ne sera pas de règle chez les sarkozistes lors des prochaines législatives... C'est le choix fait par les amis de André TRILLARD qui préférèrent payer des amendes pour non respect de la loi plutôt que de respecter la règle de la parité en politique...

### Ensemble

Il est rare de voir à ce point une aussi large unanimité contre un projet. C'est pourtant ce qu'a réussi VILLEPIN avec le CPE. Après l'ensemble des organisa-



tions syndicales unies à Matignon et dans l'action, ce sont 8 partis de gauche de la Loire Atlantique (PCF, PS, Verts, Radicaux, MRC, Alternatifs UDB) qui se sont retrouvés au siège de la Fédération du Parti Communiste pour rendre publique une déclaration commune contre le CPE. Et pendant ce temps là, le 1<sup>er</sup> ministre continue à camper sur ces positions...



# Le dossier.

## 33<sup>e</sup> congrès

### Un congrès sur fond de CPE...



Le 33<sup>e</sup> Congrès du PCF s'est tenu dans un contexte politique et social tout à fait particulier puisque c'est au cœur même des luttes contre le CPE que les communistes réfléchissaient sur leurs orientations politiques. Les enjeux de ce Congrès, nous les connaissons : alors que la droite au pouvoir porte des coups comme jamais aux jeunes, au monde du

travail et de la création, la gauche, secouée par la présidentielle calamiteuse du 21 avril 2002 mais aussi par le succès du « NON » au référendum du 29 mai 2005, cette gauche n'a qu'une seule issue raisonnable : reprendre les commandes pour changer radicalement les choses. Dans cette perspective, quelle visée, quel projet le Parti Communiste

ambitionne-t-il d'avoir, de quel programme compte-t-il se doter, de quelle stratégie ?

Autant de questions nécessitant des échanges approfondis, une réflexion poussée. C'est ce à quoi s'attelèrent les 956 congressistes réunis au Bourget du 23 au 26 mars, parmi lesquels les 11 délégués de la Loire-Atlantique. Autant le débat sur la visée, sur le programme, sur l'Europe et le monde ou encore sur le Parti et les statuts, conforta l'appréciation portée par les communistes lors du vote de la base commune début février, avec des enrichissements de textes ; autant il faut reconnaître que c'est la stratégie qui devait susciter le plus d'appréciations contrastées. Si les

congressistes revendiquaient tous une volonté de rassembler majoritairement notre peuple autour de propositions alternatives au libéralisme, au capitalisme, les avis étaient plus partagés quant à la conception du rassemblement appelé « union populaire » (particulièrement s'agissant des rapports du PCF avec le PS et la LCR), à la manière d'affronter les prochaines échéances électorales nationales.

Un certain nombre de délégués, dont notre camarade Yann VINCE, exprimaient le souhait d'un engagement plus ferme du Congrès dans le processus de désignation d'un(e) candidat(e) communiste. Soumis au vote, un vœu allant en ce

sens de la Fédération du Nord devait recueillir 30 % des suffrages des délégués, la majorité renvoyant à octobre la décision. La discussion du texte sur le Parti ou sur les statuts, quant à elle, soulevait le débat du rôle de notre Parti dans le mouvement social, de son apport spécifique, débat auquel participa notamment notre camarade Aymeric SEASSAU.

Si les débats, fournis, vifs parfois, ont pu donner un sentiment d'inachevé, ce

**«Quels projets les communistes ambitionnent-ils ? »**

Congrès aura constitué à l'évidence un moment fort exprimant la volonté des communistes de traduire politiquement les attentes populaires qui se manifestent actuel-

lement de manière massive dans la rue. La présence au congrès, en nombre, de représentants du Mouvement des Jeunes Communistes mais aussi des principales organisations de jeunesse (UNEF, Union Nationale des Lycéens) témoignait de cette volonté. Les textes d'orientation soumis au débat des communistes depuis le début février, enrichis lors des assemblées générales de sections et des congrès départementaux, devaient être majoritairement adoptés, le texte sur la stratégie recueillant 67,6 % des votes des délégués. Enfin un nouveau conseil national devait être élu avec 91,2 % des voix, une liste alternative présentée par André GERIN obtenant 8 % des votes.

#### Amélie PAVAGEAU, 26 ans

**« Une expérience qui renforce mes convictions et mon engagement communiste ».**

C'est la première fois que je participe au Congrès national du PCF, et il en ressort une expérience très enrichissante. Tout d'abord la rencontre d'hommes et de femmes militants et militantes, qui m'ont fait partager leurs expériences, leurs combats, leurs actions au quotidien. Ces échanges m'ont permis de renforcer mes convictions, et mon engagement communiste.

Agir pour une autre société, lutter contre la précarité, les inégalités, les injustices, c'est bien de tout cela dont il s'agit.

Cependant, les enjeux de pouvoir qui ont pu tarauder les esprits de certains militants pendant le congrès, ne doivent pas nous éloigner des préoccupations des citoyens. Déployons notre présence sur le terrain pour continuer à mener des luttes contre la politique ultralibérale d'aujourd'hui.

C'est seulement ainsi que nous serons entendus. Concernant les jeunes, la mobilisation contre le C.P.E fut au cœur du Congrès (manifestations, intervenants JC, UNEF, UNL...). Le Parti se félicite d'ailleurs d'une augmentation d'adhésions de ces jeunes militants. J'aurais donc souhaité qu'il leur donne une place encore plus importante qu'actuellement : 12 membres du CN présentés sur 250 ont 30 ans et moins. Les jeunes, c'est l'avenir, alors n'hésitons plus à leur donner plus de responsabilités.

Enfin, le Congrès aura été marqué par le rappel du formidable élan du 29 mai, de la lutte que nous avons réussie à mener et à gagner.

C'est en restant sur l'idée du rassemblement, pour « **battre la droite et réussir à gauche** », que le PCF s'est prononcé (+ de 60 % des voix). Les militants attendront le mois d'octobre pour connaître la décision du Parti sur la candidature aux présidentielles de 2007.

Alors, rendez-vous à l'automne.



## Ils ont dit :



Calme plat, minimum syndical, volonté déléguée de passer sous silence, c'est un peu le sentiment que l'on ressent à la lecture de la presse, l'écoute de notre radio préférée ou de la chaîne de télévision habituelle dans la préparation et durant tout le congrès du Parti Communiste.

On était loin des grandes pages consacrées dans Ouest-France à la préparation et au

déroulement du congrès du Parti Socialiste, il y a quelques mois. Souvenons nous de ces longs articles accordés aux ténors, à leur tendance, à leur avis, de ces longs et interminables interviews des « personnalités » locales, des élucubrations journalistiques sur les enjeux, les choix stratégiques et autres. Là, à l'instar de Presse Océan, 3 petites colonnes d'une trentaine de lignes en page 28 avec une petite

photo de la secrétaire nationale comme pour dire « **on a fait notre métier, on en a parlé...** »

Le choix fait par les médias a été une nouvelle fois, celui d'une politique tournée vers le bi-partisme, qui se résumerait essentiellement en « un combat » entre l'UMP et le Parti Socialiste sans rien autour ou tout du moins sans rien dire de ce qu'il y a autour, ne laissant aux électeurs d'autres perspectives, d'autres alternatives que celles proposées par l'un ou par l'autre.

France 3, lors d'un de ses journaux nationaux de 19h30 a même eu ce culot de consacrer la partie principale de sa rubrique politique à la réunion du PS sur l'élaboration de son programme qui, plus est, n'apportait pas grand-chose à la réflexion politique pour l'avenir.

L'information mérite mieux que cela, le rôle des médias et nous l'avons vu récemment dans une déplorable affaire juridique, est très important aujourd'hui dans une société hyper médiatisée. La dérive est facile et elle se ressemble quand on déforme l'information où quand on la passe tout simplement sous silence, c'est dans tous les cas un peu de la démocratie qui s'en va.



# Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Supplément au  
N°805 des  
« Nouvelles de  
Loire Atlantique »  
du 6 avril 2006  
imprimé à  
30 000 exemplaires

## Saint-Nazaire :

### Quel avenir pour la Navale ?

Telle était la question de fond, posée lors du forum organisé par les communistes nazairiens, le 10 février dernier.

Décidée devant les 600 personnes rassemblées, salle Jacques Brel pour le meeting de Marie-George BUFFET en novembre alors qu'on ignorait tout du projet de rapprochement entre Alstom Marine et le norvégien AKER, la soirée fut marquée par l'événement qui était un tournant important dans la vie locale,

régionale, nationale, tant du point de vue économique et industriel que du point de vue, social et culturel.

La question essentielle traitée par Yves DIMICOLI, économiste, membre de la direction nationale du PCF, fut, après l'annonce du projet, celle de la crédibilité d'une construction navale du vingt et unième siècle et de la filière maritime à Saint-Nazaire, en France et en Europe.



### CONSTRUCTION NAVALE ET FILIÈRE MARITIME LES COMMUNISTES FONT DES PROPOSITIONS CONCRETES

Lors de la soirée du 10 février, Yves DIMICOLI et les communistes de Saint-Nazaire ont débattu de propositions concrètes pour l'avenir. En totale rupture avec la logique libérale des gouvernements qui se sont succédés depuis plus de 20 ans, ces propositions sont des outils pour construire une vraie alternative à la politique en cours, entièrement consacrée au grand capital.

#### Une table ronde :

Jusqu'en 2010, Alstom détiendra encore 25 % du capital et l'Etat reste le principal actionnaire. Nous exigeons que le gouvernement tienne une table ronde nationale sur l'avenir de la construction navale en France et en Europe. Cette table ronde doit impliquer les syndicats de salariés, les élus locaux, nationaux et européens. Elle devrait examiner les coopérations nouvelles nécessaires entre les différents acteurs nationaux (Alstom Marine, DCN, Thalès Marine, CMN...) ainsi que les coopérations et coproductions possibles avec les différents acteurs européens. A terme, le Parlement devrait être saisi d'un plan de relance de la construction navale et de la filière maritime, y compris pour changer le cadre européen dans ce domaine.

#### Diversifier la production :

La construction navale nazairienne a toutes ses chances avec un atout de taille : des salariés hautement qualifiés, en capacité de penser et de construire tout type de navires y compris des paquebots. Mais les Supers Paquebots, marché promis par Aker à Saint-Nazaire à terme, ne représentent que 1 % du marché. Le carnet de commandes mondial explose : porte conteneurs, pétroliers de la nouvelle génération, ferries, méthaniers, ... 3000 bateaux sont à construire dans le monde. Les Chantiers de l'Atlantique, qui possèdent la première cale de construction d'Europe, doivent impérativement investir pour diversifier leur production et reconquérir des parts de marché.

#### Développer les coopérations :

Les coopérations franco-françaises avec les futures autoroutes de la mer, les méthaniers de Gaz de France, avec la DCN et avec Thalès pour développer en commun la construction civile et militaire... Plus que de nouvelles ventes, fusions, absorptions, de nouvelles coopérations européennes sont nécessaires pour satisfaire aux besoins croissants du marché et aux urgences de travailler réellement ensemble sur la recherche et développement.

#### L'atout gagnant du Port Autonome :

Le Port Autonome Nantes/Saint-Nazaire est le quatrième port français. Son activité est en constante progression. L'estuaire, c'est l'énergie (pétrole, charbon, gaz), la chimie et l'agroalimentaire, le bois sur Nantes, Airbus et les voitures à Montoir et demain autoroutes de la mer... Il n'y a, pour le moment, aucune relation entre constructeurs, affréteurs, armateurs, services divers, pour mettre en œuvre et travailler en commun une stratégie conquérante et efficace, pour reconstruire ensemble et avec d'autres ports, la filière maritime française.



#### Renationaliser les banques :

Les banques dont les profits atteignent des records historiques, doivent jouer un autre rôle en faveur du développement industriel et de la recherche. Sans parler de la Banque européenne qui n'a de comptes à rendre à personne. Une renationalisation du système bancaire français est la condition sine qua non d'une vraie politique de gauche dans notre pays. Les banques pourraient alors financer des aides à l'investissement conditionnées par la création d'emplois. Dans l'immédiat, la Région peut mettre en place un fonds régional pour l'emploi et la formation qui serait un premier pas vers un futur fonds national.

#### Une sécurité d'emploi et de formation :

Il est indispensable de sécuriser l'emploi aux Chantiers de l'Atlantique. Il faut permettre qu'ils se développent en rajeunissant leurs effectifs et en redevenant un chantier à 5000 salariés. Les personnels employés aux Chantiers et les sous-traitants, devraient bénéficier d'un statut commun et obtenir la sécurité d'emploi et de formation qui est une des conditions de l'efficacité sociale, économique et industrielle dans la construction navale.

#### Contrôler l'utilisation des fonds publics :

Il est indispensable que l'Etat verse des fonds publics pour le développement industriel. Mais leur utilisation doit être contrôlée étroitement par les élus et les salariés.



# Les chantiers de l'Atlantique...

## Quelle situation économique et sociale ?

Joël CADORET

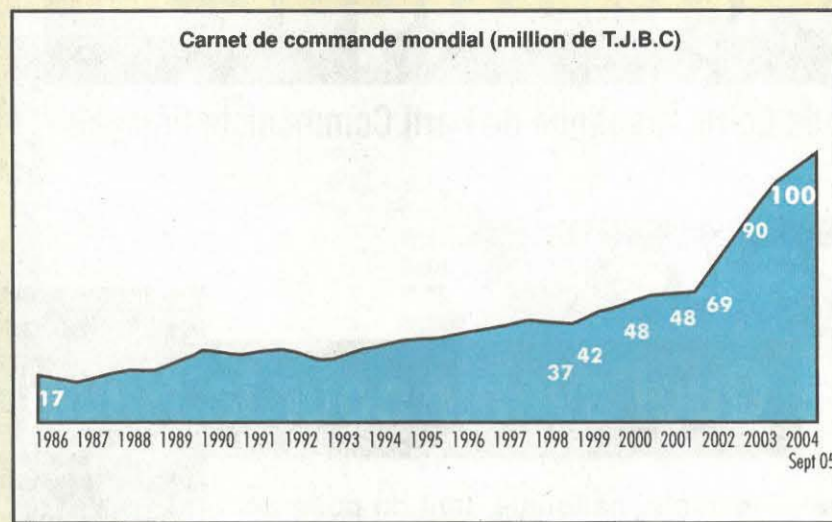
« Les chantiers sont sous utilisés »

Les nouvelles com-



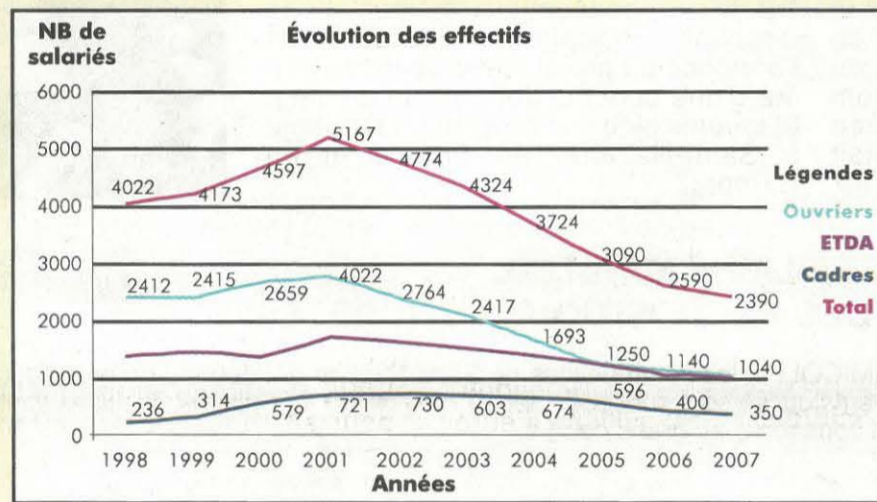
mandes de paquebots enregistrées ces derniers temps, sont les bienvenues pour des Chantiers dont les effectifs étaient en chute libre depuis cinq ans. Mais ce ne sont pas les quelques deux cents embauches annoncées après beaucoup d'hésitations qui inverseront durablement la tendance. La direction confirme, plus que jamais, son plan de réduction d'activité à 2,5 navires par an. Comme le souligne, Joël CADORET, secrétaire CGT « les Chantiers navals sont sous utilisés » et il serait suicidaire de continuer à limiter la construction aux seuls paquebots. L'argument de la France qui ne serait pas compétitive face à la concurrence internationale, ne tient pas. Lors d'un récent voyage en Corée du Sud, des syndicalistes ont pu vérifier que les salaires des travailleurs des chantiers sud coréens (qui tournent à plein régime) étaient comparables à ceux des salariés français. « La différence, c'est que le gouvernement coréen soutient à fond sa construction navale. C'est peut-être ce défaut de soutien qui est le véritable handicap des Chantiers de l'Atlantique sur le marché international » souligne le dirigeant syndical.

### L'évolution du carnet de commande mondial



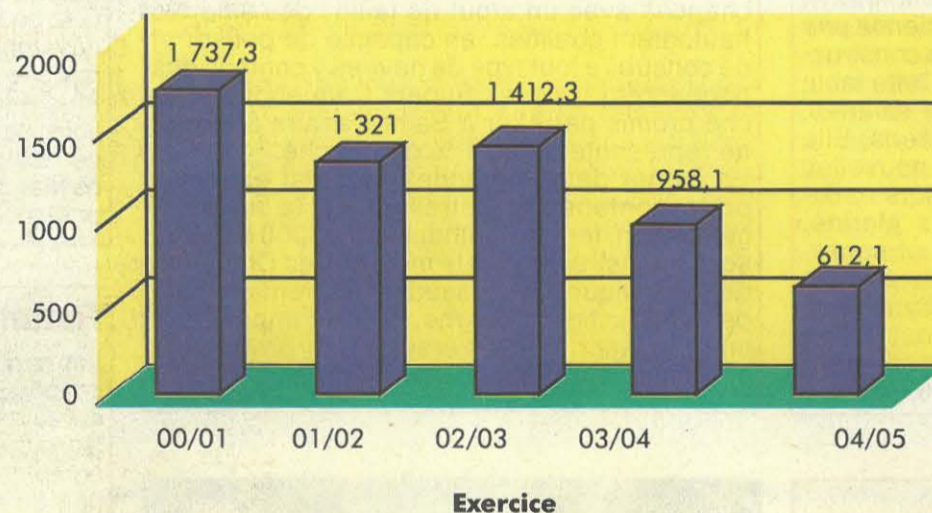
Le marché de la construction navale ne cesse de progresser, principalement pour les navires de charge, surtout les portes conteneurs. Dans l'avenir, ce sont 3 000 bateaux qui seront à construire dans le monde.

### L'évolution des effectifs statutaires



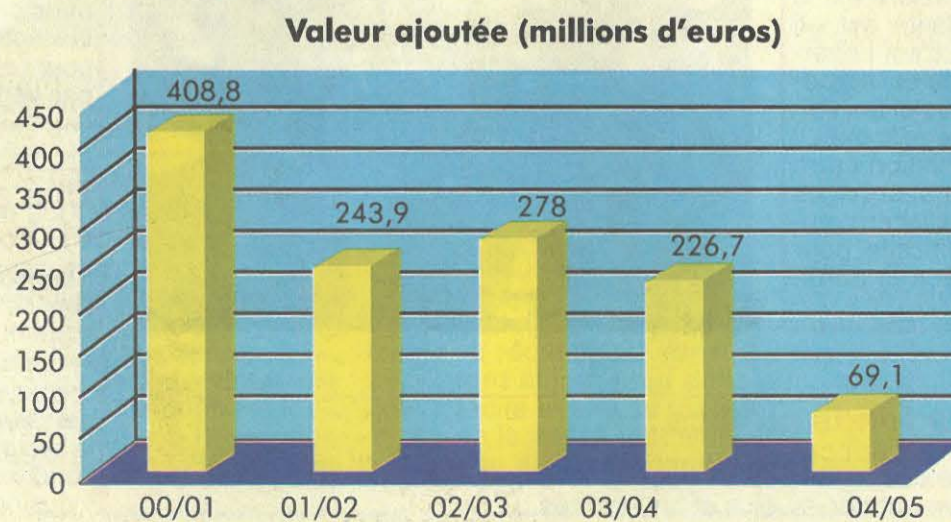
Les effectifs statutaires des Chantiers de l'Atlantique ne cessent de régresser malgré l'embellie de 2001 qui a vu plus de 5000 salariés employés directement par les Chantiers et bénéficiant d'un statut fixe. Ils sont à peine 3000 aujourd'hui.

### Le chiffre d'affaires de l'entreprise



Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée de l'entreprise ne cessent de diminuer. Comment accepter le discours d'un PDG affirmant que l'avenir des Chantiers, c'est la construction de navires à forte valeur ajoutée alors que dans le même temps cette valeur ajoutée diminue ?

### La valeur ajoutée





# Un marché mondial florissant...

## AKER, est-ce bien nécessaire ?

La surprise a été générale le 4 janvier 2006. Au mépris des lois françaises qui prévoient la consultation des institutions représentatives des salariés (comité d'entreprise de Saint-Nazaire et Lorient, comité de groupe Alstom France et comité de groupe Alstom Europe), c'est par la radio que les salariés des Chantiers apprennent qu'ils vont être vendus au norvégien AKER.

Ce projet de vente a été paré, par ses initiateurs, de toutes les vertus nécessaires à une telle opération : « C'est une chance pour Saint-Nazaire », « Continuer avec Alstom serait aller dans le mur », « Les commandes vont arriver, il va y avoir des investissements », « C'est une entreprise européenne »...

Questions :

Les résultats négatifs des Chantiers de l'Atlantique sont apparus lors des deux derniers exercices, c'est-à-dire au moment où Alstom, malmenée par la politique de ses dirigeants, s'enfonçait dans la crise et appelait l'Etat à la rescousse. Coïncidence ?

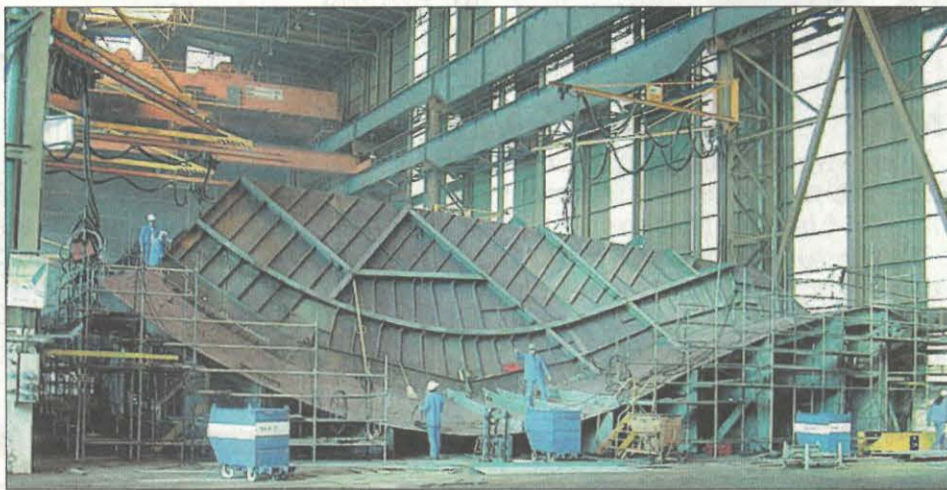
Le marché de la construction navale est florissant, les carnets de commandes des autres chantiers européens sont pleins. Pourquoi pas les nôtres ?

Pourquoi ce qui serait possible demain avec Aker ne le serait pas aujourd'hui ?

Aker achète Alstom Marine pour seulement 50 millions d'euros, Alstom met 350 millions d'euros

dans la corbeille de mariage. Marché de dupes ? Ces 350 millions n'au-

raient-ils pas pu être investis dans la modernisation des Chantiers ?



## Construction navale :

### Un enjeu planétaire, quelle place pour la France ?

Laisser faire le sabordage...



**Louis DRONVAL, militant communiste des Chantiers de l'Atlantique a publié une contribution sous ce titre dans la revue « Economie et Politique » de janvier-février 2006. (Extraits)**

Quelques questions préalables.

Comment se fait-il que des gens qui prônent sans cesse la libre concurrence, sacrifient un des fleurons de notre industrie nationale ? Comment accepter qu'un ministre, Mr BRETON, se félicite d'une telle vente quelques heures après les vœux du Président de la République prônant le patriotisme industriel ? Pourtant la cession d'Alstom Marine à Aker supprime, par la même occasion, un concurrent au détriment de la coopération européenne et mondiale... Cela ressemble fort à

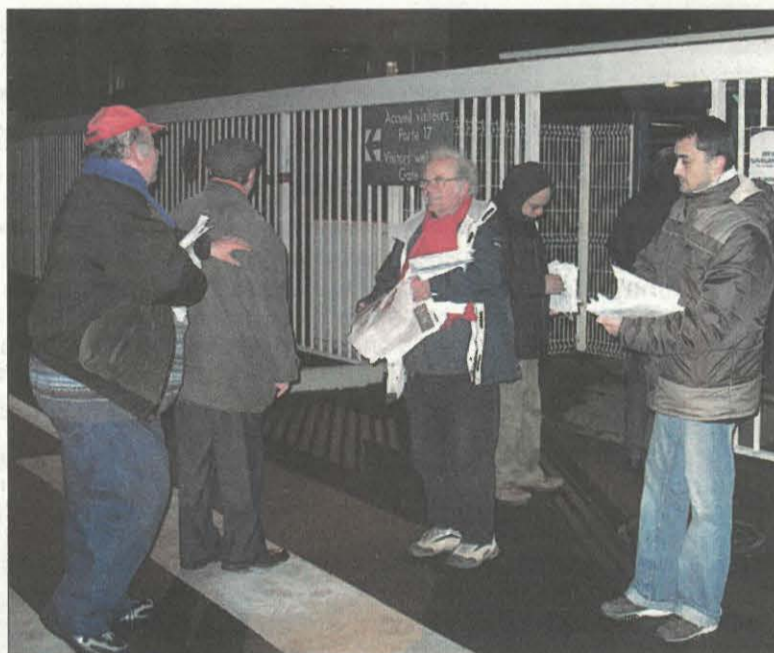
un bradage et, si l'on n'y prend pas garde, cela va ressembler à un sabordage. AKER achète pour 50 millions d'euros, Alstom verse 350 millions d'euros et pourrait en récupérer 125 suivant les résultats. Or c'est AKER qui décidera des carnets de commandes de Saint-Nazaire et de Lorient.

...Le projet européen Leadership 2015, piloté à la fois par la Commission européenne et les constructeurs européens dont le président est Mr Boissier (PDG des Chantiers de l'Atlantique) écrit qu'il est nécessaire de « consolider » la construction navale européenne. En réalité d'en réduire les capacités au nom de la rentabilité financière....

Le projet d'accord auquel nous sommes confrontés aujourd'hui n'est-il pas dans la lignée de ces orientations ? Comment ne pas craindre qu'un groupe de 5 chantiers, situés dans 5 pays, puisse étouffer le petit Alstom Marine, ses deux sites Saint-Nazaire et Lorient.

D'autant que, d'expérience, nous

savons qu'un regroupement capitaliste n'est pas favorable aux salariés, à la population même si nos dirigeants d'entreprise font des efforts importants pour présenter la mariée sous ses plus beaux atours...



...ou conquérir une navale du XXI<sup>e</sup> siècle

C'est avec ce slogan que les communistes de Loire-Atlantique, avec les camarades des Chantiers, avaient organisé une initiative importante pour la défense et le développement de la construction navale à Saint-Nazaire le 14 novembre 2005...

Au risque de disparaître, cette industrie doit rester sous maîtrise nationale pour pouvoir développer d'ambitieuses coopérations européennes et mondiales. Alstom a reçu des subsides importants de l'Etat pour assurer sa survie. Rien ne l'obligeait à se séparer des Chantiers si ce n'est parce que ses actionnaires dont l'Etat et ses banquiers l'exigent pour accroître le rendement financier... Notre



entreprise doit se positionner franchement sur la diversification. Le marché des ferries est très important. Hier c'était Fincantiéri qui était le N° 1, aujourd'hui c'est AKER. Et Saint-Nazaire en construit un de temps en temps, et encore celui-ci est-il obtenu à force de luttes et d'exigences...

Les portes conteneurs sont aujourd'hui le cœur du trafic maritime. Saint-Nazaire a su en construire et innover en la matière. Il n'y a pas de fatalité à seulement les voir passer dans l'estuaire, nous pouvons les bâtir. La ligne de Montoir-Bilbao, version autoroute de la mer aura besoin de rouliers. Qui les construira ?



## Une stratégie industrielle à l'opposé de celle d'Alstom



Membre de la direction départementale du PCF en Loire Atlantique, Président du groupe communiste à la mairie de Saint-Nazaire, Christian SAULNIER a longtemps travaillé à EADS.

Au moment où certains comparent rapidement le rapprochement Franco Norvégien Aker- Alstom Marine à la coopération Franco Allemande qui a permis le succès d'Airbus, nous avons rencontré l'ancien administrateur salarié pour qu'il nous donne son opinion.

### NLA : Les Chantiers de l'Atlantique et Airbus ont-ils quelque chose en commun ?

Christian SAULNIER : Quand je regarde l'histoire, je dirais qu'ils n'ont rien à voir ou plutôt que tout les oppose. EADS telle qu'elle existe aujourd'hui, doit beaucoup à l'histoire de l'aéronautique française d'après guerre et notamment à la décision des Pouvoirs Publics de l'époque de lancer la Caravelle pour être indépendant de l'aéronautique américaine. En fait, de bout en bout et encore aujourd'hui, la

construction aéronautique doit tout à une volonté politique nationale.

Airbus a aussi largement bénéficié des avancées technologiques nécessaires à la réalisation du Concorde. Lancé en coopération avec British Airways, le supersonique doit sa réalisation à la volonté du Chef de l'Etat d'alors. Sa construction représentait à l'époque un véritable défi.

### NLA: Airbus, c'est tout de même une belle réussite du capitalisme industriel...



Christian SAULNIER : Une réussite qui doit tout à l'intervention de l'état ! C'est à l'initiative du gouvernement français qu'a été créé un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) avec les Allemands. Les Anglais les ont rejoint ensuite.

Fondé sur la volonté de coopération entre états pour contrecarrer la domination sans partage de Boeing, ce projet industriel s'est structuré en dehors de la Communauté Economique Européenne (CEE) avec l'objectif, quoiqu'il en coûte au départ, de rivaliser avec les Américains. Le programme a été financé à 100 % par les états français et allemand. Au début des années 80, l'activité déclinant, sous la pression des salariés, la décision a été prise de ne procéder à aucun licen-

ciement pour maintenir le potentiel industriel et aborder dans de bonnes conditions, la construction de l'A320.

L'A320 a représenté un tournant. Au moment où Charles FITERMAN est arrivé au Ministère des Transports, la question était posée de construire des gros porteurs à forte valeur ajoutée. C'est une autre politique qui a été mise en place avec l'A340 qui était vendu moins cher mais dont le succès commercial a permis ensuite de compléter la gamme avec l'A380 qui sort aujourd'hui des chaînes. Vous le voyez, ce ne sont pas des accords capitalistiques qui ont fait grandir l'entreprise mais le fait que, pendant plus de 20 ans, l'état français a financé les programmes nouveaux au moyen d'avances remboursables.

### NLA: N'y a-t-il pas eu, dans les années 90, concurrence entre Toulouse, Saint-Nazaire et Montoir ?

Christian SAULNIER : Toulouse, site historique de l'aéronautique française, présentait tous les inconvénients d'un site terrestre dès lors qu'il s'agissait d'acheminer les tronçons des appareils en vue de leur assemblage. La logique aurait voulu que l'on choisisse un site " pied dans l'eau ". Là encore c'est la volonté politique, l'intervention de l'état qui ont prévalu. Jean Claude GAYSSOT, le Ministre des Transports de l'époque, a choisi de tracer une route nouvelle, allant de Langon à Toulouse, dont le gabarit permettait d'acheminer les tronçons qui arrivaient par la mer. Au moment des études de l'A380, c'est vrai, la tentation a été grande de faire valoir les atouts de Saint-Nazaire/Montoir au détriment de Toulouse et de se battre pour assembler les avions sur place et ainsi éviter les transports. Mais la réflexion collective a montré que les atouts revendiqués par la région nazairienne pouvaient être repris avec davantage de succès par le port de Hambourg, bien mieux doté, au détriment de l'emploi dans

notre pays. La bataille n'a donc pas été menée.

En fait, tous les sites EADS connaissent ou vont connaître un très fort développement puisque ce sont 40 avions en moyenne qui sont produits par mois. Une extension est prévue à Saint-Nazaire (prévisions 3000 salariés), une deuxième plus importante sur Montoir. L'entreprise entretient un réseau très dense de sous-traitants spécialisés (matériaux composites, petit usinage) qui profiteront de l'embellie.

En effet, comme pour les Chantiers de l'Atlantique, il faut penser que pour chaque emploi créé sur le site d'airbus, ce sont cinq à six emplois



indirects qui seront concernés. A nous d'exiger que les embauches à venir profitent d'abord aux jeunes du bassin d'emploi.

### NLA: Airbus, c'est quand même une exception dans le paysage industriel français.

Christian SAULNIER : Détrompez vous, Airbus n'est pas le seul exemple de réussite industrielle portée par une volonté nationale. La fusée Diamant puis ensuite la fusée Ariane sont le fruit de coopérations industrielles impulsées par des gouvernements

(Français, Anglais, Suédois) en dehors de toute intervention de la CEE ou de l'UE. Aérospatiale était une entreprise publique nationalisée, personne au départ n'envisageait qu'un jour, ces projets rapporteraient de l'argent. Ce sont les états qui ont décidé

de mettre des moyens en commun d'investir pour préserver leur indépendance face aux deux blocs. L'industrie du satellite obéit à la même logique. Pourquoi, ce qui a été possible dans ces domaines, ne le serait pas pour la construction navale ?



# Le social au cœur.

## PRENONS NOTE...

### Une loi pour l'emploi

Les députés communistes ont déposé une proposition de loi visant à mettre à profit les départs à la retraite massifs en créant des embauches en CDI. Ce texte rappelle qu'entre 2005 et 2015, la tendance devrait atteindre une moyenne annuelle de 600 000 départs à la retraite. Ce mouvement constitue une opportunité historique de recruter des centaines de milliers de personnes et de réduire significativement le chômage.

### « Sorties libres »

Afin de sanctionner les assurés sociaux, toujours suspectés de conduites abusives ; cette indication n'est plus autorisée. De plus, le séjour en dehors du département est fortement restreint. Cette contrainte est douloureusement vécue par les patients et constitue à la fois une sanction et une culpabilisation notamment pour les malades atteints d'une pathologie lourde.

### Vigilance

Les CPAM, objectant que les étrangers admis au séjour dans notre pays pour des raisons médicales, y demeureraient de façon occasionnelle, les excluaient le l'ouverture ou du renouvellement de la complémentaire CMU. Pas à leur 1<sup>er</sup> coup d'essai !

### Forum mondial de l'eau

Il s'est tenu du 16 au 22 mars. Le Conseil mondial a été créé en 1996 afin d'améliorer la gestion des ressources en eau de notre planète, source de préoccupation croissante de la communauté internationale. Un habitant de la planète sur cinq n'a toujours pas accès à l'eau potable.

### EDF-GDF

Après la suppression du point d'accueil clients fin 2005, EDF-GDF ferme définitivement le site technique de Vertou. Le PCF considère que la modernisation du service public, c'est le développement de la proximité, des emplois, du service pour les usagers. Il condamne cette fermeture et propose un pôle public de l'énergie.

### Feu vert

La commission européenne a donné son feu vert pour le rachat des Chantiers de l'Atlantique par AKER. Avec cette acquisition, AKER devient le 2<sup>ème</sup> constructeur de navires de croisière au monde.

### Méthanier bloqué

Les agents de GDF de Montoir assurent un service minimum pour montrer leur détermination contre le rapprochement GDF et Suez.

### Sécurité nucléaire

Un projet de loi en débat actuellement dédouane l'Etat de sa responsabilité en matière de sécurité nucléaire et ouvre la porte à la privatisation du nucléaire civil. Pourtant, la sécurité énergétique est impossible sans la maîtrise publique.

### Besoin de débat

Autre projet de loi relatif à la gestion des déchets nucléaires. Ce texte consacre notamment le principe de l'enfouissement souterrain des déchets les plus dangereux.

## Même logique !!

Enseignant d'Education Physique et Sportive, je lance un cri de colère et de révolte car ma profession est sinistrée. 50 % de postes en moins au concours de recrutement en 2006, passant de 800 postes à 400, alors qu'il va y avoir 1 300 départs à la retraite (-30 % de postes pour l'ensemble des disciplines de l'Education Nationale). C'est une véritable hémorragie.

Dans la loi Fillon, l'EPS ne fait pas partie du « socle commun » et est mise à l'écart des fondamentaux scolaires. Le risque est réel de voir l'EPS, exclue de l'Education nationale et prise en charge par les collectivités territoriales, comme sont menacés les Arts plastiques, la Technologie, l'Education musicale. Un vieux rêve des forces conservatrices.

A Paris, le 16 mars, j'ai participé à la manifestation nationale des STAPS, soutenue par le Syndicat national de l'Education physique (SNEP-FSU). 10 000 étudiants et enseignants EPS, venus défendre avec combativité l'avenir de la profession, en exigeant l'augmentation des postes et du budget de l'éducation. Cela fait chaud au cœur et démontre surtout que la résignation n'est pas à l'ordre du jour.

Alors, quelle liaison avec le CPE ?

Mais, tous ces milliers de jeunes qui n'auront pas leur concours (CAPES, CAPEPS) vont se voir proposer la Précarité comme unique perspective d'entrée dans le monde du travail avec le CPE et le CNE.

Quel mépris et quel gâchis des savoirs engrangés pendant de longues années !!

Michel GOUTY



PCF LA MOBILISATION CONTINUE !

## 85 milliards d'euros

C'est le montant des profits fabuleux des grandes entreprises pour 2005. Pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive, les résultats financiers sont spectaculaires.

Exemples : France Télécom soigne ses actionnaires dont l'Etat (32,0 % du capital). Elle a décidé d'augmenter de

108 %, leur rémunération avec un dividende de 1 euro par action. Dans le même temps, les charges de personnel sont en diminution de 8,9 milliards d'euros en 2004 à 8,8 milliards d'euros en 2005. A n'en pas douter, les 17 000 suppressions de postes programmés ont contribué à soutenir la Bourse parisienne.

BNP aligne un dividende à la hausse de + 30 %. A contrario, les salaires de son personnel n'augmenteront que de 1,15 % cette année. GDF a annoncé un



bénéfice record pour 2005. Résultat, GDF, entré en bourse en juillet, ravit ses actionnaires en proposant un dividende en hausse de 48 %. A l'inverse, les salariés de GDF et les consommateurs font les frais de la stratégie financière du gazier. D'ores et déjà, le PDG de GDF annonce une nouvelle hausse des tarifs au 1<sup>er</sup> avril qui interviendrait après celles, massives, des dernières années. Le capital s'engraisse sur un travail sous payé : c'est là qu'il faut agir.

## Alternative possible au CPE ?

Répondre à l'appel des jeunes, c'est aussi ouvrir partout en grand et en les y associant, le débat sur de nouvelles solutions aux problèmes de l'emploi.

Parlons d'une véritable sécurisation de l'emploi et de la formation. Parlons de la pénalisation du recours au travail précaire. Parlons du contrôle et de l'utilisation des 23 milliards d'euros d'aides publiques versées aux entreprises au nom de l'emploi. Parlons des 85 milliards d'euros de profits réalisés en 2005 par les groupes français du CAC 40.

## Sens unique

Tout délégué syndical chez Leroy Merlin à Trignac doit, avant affichage d'un tract, demander l'avis au directeur !

Sinon, c'est une procédure de licenciement qui tombe.

## Fusion en catimini

Dans le plus grand secret, la Caisse nationale des caisses d'épargne et la banque fédérale des banques populaires ont décidé de rapprocher leurs activités d'affaires pour créer une entité unique, privée et cotée en Bourse, dénommée Natixis.

Ce passage en force vise en fait à effacer la spécificité des Caisses d'épargne. En effet, de par la loi, le réseau des Caisses d'épargne est investi de missions d'intérêt général essentielles comme le financement du logement social, la lutte contre l'exclusion sociale



(et notamment l'exclusion bancaire qui en constitue l'un des éléments), le

développement des équipements collectifs, notamment ceux réalisés par les collectivités territoriales.

C'est une nouvelle mise en cause du mutualisme, un risque pour les personnels et leur avenir. Ces restructurations dans le secteur bancaire valident la proposition de constituer un pôle financier public autour de la Caisse des dépôts. Un

pôle qui regrouperait notamment la Banque postale, les Caisses d'épargne, la Caisse nationale de prévoyance, le Crédit foncier, les banques populaires.

Non à la financiarisation de l'épargne populaire !

« En 2004, les entreprises ont versé 196 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. C'est là qu'il faut agir »



# Evènements, culture, idées.

## Questions énergétiques : Qui bénéficie des hausses répétées des tarifs du gaz ?

Estimant ses résultats financiers « plombés » par des tarifs du gaz insuffisants, Jean-François CIRELLI, le PDG de Gaz de France, demande au gouvernement l'autorisation d'augmenter à nouveau ses tarifs de 16 % en 2006 (8 % au 1<sup>er</sup> avril et 8 % au 1<sup>er</sup> juillet). Rappelons que de 1999 à 2004 ces tarifs ont augmenté de 30 %, puis de 4 % en juillet 2005, de 2,6 % en septembre et de 3,8 % en novembre. Dans le contexte mondial de tension sur les ressources énergétiques, une interrogation s'impose. S'agit-il de répercussions de l'augmentation du prix du gaz sur les marchés internationaux ou d'une volonté d'accroître les bénéfices de Gaz de France ?

En fait le prix du gaz, est défini par une formule tarifaire « opaque » concoctée entre GDF et l'État. Le contrôle de l'application de cette formule est exercé par l'État, la Commission de Régulation et l'Entreprise. Les Administrateurs salariés de gaz de France sont exclus de ce contrôle. Or, le gaz est approvisionné par GDF sur la base de contrats à long terme. Ils intègrent une certaine indexation des prix du gaz sur certains produits pétroliers. La formule tarifaire appliquée prend-elle en compte le prix réel du gaz acheté par GDF ? On peut en douter car son application entre 2001 et 2003 a fait progresser la marge brute de l'entreprise d'un milliard d'euros sur les tarifs régulés (soit

+22 % en deux ans) alors que les volumes vendus n'avaient progressé que de 6 %. La transparence relative à la politique tarifaire n'existe donc pas. Mais, constatons que l'entreprise, son actionnaire principal et la Commission de régulation ont intérêt à l'augmentation des tarifs. L'État, aujourd'hui actionnaire principal, empêche les dividendes. La Commission de régulation fait pression pour que les



tarifs administrés soient au même niveau que ceux du marché européen. L'entreprise s'est engagée à doubler ses dividendes à l'horizon 2007. La conjoncture récente des perspectives de privatisations au travers de la fusion envisagée par le gouvernement entre GDF et Suez, incite le PDG de GDF à augmenter ses tarifs pour avoir un meilleur positionnement boursier. Les conséquences sur les familles de ces augmentations sont déjà très lourdes. Les choses pourraient encore s'aggraver

dans l'avenir. La dérégulation du gaz programmée par l'Europe et mise en œuvre par le gouvernement français depuis plusieurs années, entraînera une déconnexion entre les prix du gaz et du pétrole. Ainsi, les tarifs seront déterminés par le marché boursier au jour le jour. Cette situation existe déjà aux États-Unis et en Angleterre. Elle a entraîné, une plus grande volatilité des prix et un tarif du gaz supérieur à celui du pétrole aux États-Unis. Pour maîtriser ses problèmes énergétiques, notre pays a besoin, d'accord de coopération entre son secteur public et les pays exportateurs de gaz (la Russie, l'Algérie et la Norvège) sur la base d'un juste prix négocié et stable sur le long terme. Cette coopération doit être la concrétisation logique d'une politique énergétique nationale. Aujourd'hui, l'indispensable politique énergétique européenne n'existe pas. Ces politiques devraient sécuriser les contrats de long terme pour assurer un approvisionnement sûr de la France et de l'Europe, préserver les ressources gazières qui ne vont pas tarder à montrer des signes d'épuisement et limiter son utilisation car les fuites sur le réseau (en Russie) et la combustion du gaz aggravent le réchauffement climatique. C'est la politique que propose le Parti Communiste.

Claude AUFORT

## Coup de cœur

### I. Wallerstein « comprendre le monde »

Pour la majorité des médias et des experts, la mondialisation et le terrorisme seraient les traits majeurs, largement inédits, du monde actuel. En fait, seule la mise en perspective historique sur la longue période permet de comprendre les origines de ces deux phénomènes.

C'est ce que montre l'analyse en termes de « systèmes-monde » qu'Immanuel Wallerstein développe depuis maintenant plus de trente ans. Dans ce bref essai, l'auteur propose une synthèse lumineuse de son entreprise pour appréhender le monde contemporain et son histoire. Son concept de « systèmes-monde », bien plus désormais que celui d'État-nation, permet de saisir les lignes de force qui façonnent l'évolution des sociétés. Brossant à grands traits, les étapes de construction du système-monde depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, I. Wallerstein explique ici comment celui-ci est d'abord une construction sociale, mobilisant des acteurs agissant à différents niveaux : nations, entreprises, familles, classes, groupes identitaires... Une synthèse très utile, aussi bien aux étudiants et chercheurs en sciences sociales, qu'à tous les citoyens et militants qui ne s'accrochent pas de la pensée unique médiatico-libérale dominante. L'auteur souligne ainsi le paradoxe majeur du monde contemporain : « c'est d'abord le développement des rouages légaux de l'État libéral qui a permis, au plan institutionnel, la victoire du libéralisme dans la définition de la géoculture du système-monde moderne du XIX<sup>e</sup> et d'une bonne partie du XX<sup>e</sup> siècle. Mais ce succès a également été rendu possible par l'influence grandissante des mouvements antisystémiques. Cela peut sembler paradoxal, dans la mesure où les mouvements antisystémiques sont par définition censés saper le système et non le soutenir. Et pourtant les actions de ces mouvements ont globalement contribué, dans une large mesure, à renforcer le système. Il est crucial d'étudier cet apparent paradoxe afin de comprendre comment l'économie-monde capitaliste - dont la taille et les richesses augmentaient régulièrement, en même temps que s'accroissaient les inégalités dans la répartition des profits - a pu alors rester soudée ».

Pour Eric Hobsbawm - lui-même auteur de l'excellent « Âge des extrêmes » (1999) - « À l'heure où la globalisation est au cœur des débats contemporains, de Davos à Porto Alegre, cette introduction à « l'analyse du système-monde », approche originale du développement mondial depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, est particulièrement bienvenue. Immanuel Wallerstein, son auteur pionnier et théoricien le plus éminent, offre une approche aussi brillante que complète de ses origines et des controverses qui l'ont accompagnée ».

Immanuel Wallerstein, Comprendre le monde, Introduction à l'analyse des systèmes-monde, Février 2006 - 176 pages - 12 €.



## Exposition...



### Traces humaines en Loire-Atlantique

Un panorama de l'Archéologie régionale, de la Préhistoire aux Vikings, au musée Dobrée, à Nantes.

Chaque époque est illustrée par de nombreux objets, des armes et des monnaies permettant d'évoquer la vie quotidienne, la production, les échanges et les croyances des populations qui se sont succédées sur notre territoire.

Elle présente environ 1200 ensembles ou objets, dont environ 600 ont été restaurés spécialement. Elle est illustrée de onze grands panoramas et animée de neuf scènes aux sujets de terre cuite évoquant la vie quotidienne à différentes époques. Quatre bornes, enfin, permettent de visionner à son choix vingt-deux films archéologiques numérisés de courte durée (de 2 à 6 minutes).

Musée départemental Dobrée, 18 rue Voltaire, Nantes, du 24 mars 2006 au 31 août 2007, mardi-vendredi 13h30 - 17h30, samedi-dimanche : de 14h30 à 17h30. Fermé lundi et jours fériés, et aux individuels le matin. Plein tarif 3 €/pers, tarif réduit 1,5 €.

## Lire

### Le croassement des vautours

Après « L'été des mirages » paru au printemps 2005, roman d'inspiration autobiographique dont l'action se déroule sur le causse Méjean, Michel PRODEAU publie « Le croassement des vautours », son premier roman policier où l'humour prend une large place. Notre camarade et ami, domicilié au Rozier (Lozère) depuis quelques années, signe ainsi son huitième ouvrage. Ça commence avec deux lettres anonymes annonçant quatre crimes. Œuvre d'un justicier idéaliste ou

d'un malade sanguinaire ? C'est la panique à bord de la petite brigade de gen-

darmerie causse-narde. Du jamais vu ! Recherches, indices, empreintes, tâtonnements, rebondissements, intrigue et suspense... Tous les ingrédients du polar sont ici réunis ! Et pourtant... Désignée pour la circonstance, une cellule d'enquête dirigée par une jolie blonde, le lieutenant Hélène ROBIN, traque minu-



tieusement les coupables, exploitant de multiples pistes. Où ça coince, c'est que l'élément essentiel de cette cellule est le gendarme Jules BONNOT, célibataire et beau garçon, pince-sans-rire et musicien, dont la subtile perspicacité n'a d'égal qu'un anticonformisme provocateur, à commencer à l'égard de sa hiérarchie. Histoire de corser le menu, il tombe follement amoureux de la blonde

Hélène, cruellement insensible à son charme...

Pour pimenter cet imbroglio ubuesque apparaît une nuit, une voiture fantôme sans chauffeur, cependant que, face aux hésitations des autorités, se multiplient les témoignages farfelus créant la zizanie parmi la paisible population, sous le regard impassible et désabusé du causse Méjean plongé dans une monotonie automnale.

Et si, en plus, les vautours s'en mêlent, alors là...

Michel Prodeau, « Le croassement des vautours », Editions du Belfroi, 2006.

A commander à l'auteur, Franco 18 €. M. Prodeau, les Faïssons, 41150 Le Rozier.



## près de vous

### Région

#### Pas d'argent pour le CPE

Les Conseillers régionaux communistes approuvent la décision du Président qui appelle à « la mobilisation des jeunes, de leurs parents, de tous les responsables au-delà des clivages politiques pour que le gouvernement revienne sur ce dispositif absurde... [qui] marque une régression sociale sans précédent ». Jacques AUXIETTE a prévenu qu'en cas de passage en force, les élus de la Région des Pays de la Loire qui ont soutenu en 2005 la création de plus de 2600 emplois, ne subventionneront pas d'emplois CPE.

### 18 mars

#### Des manifestants très remarquables

Pour la manifestation, une quarantaine d'élus de Saint-Nazaire,



de la Brière, de la Presqu'île et du Sud Loire avaient décidé de créer l'événement. Ceints de leurs écharpes tricolores, ils ont remonté l'Avenue de la République en réclamant haut et fort le retrait du CPE. Deux adhésions au Parti ont été réalisées lors de cette initiative.

### Missillac

#### Savoir avant de voter

Les conditions du vote du budget de la commune ont provoqué le colère de Michel GUILLET qui a protesté avec force après avoir reçu chez lui des feuillets illisibles et incomplets qui ne permettait pas de se faire une quelconque opinion sur les choix de gestion de la majorité municipale. « **Devant ces documents que je qualifie-rais de « brouillons » pour ne pas dire de « torchons », je suis humilié, bafoué dans ma responsabilité d'élus, ayant l'impression d'être considéré comme un incompetent, incapable de comprendre la gestion communale** » s'est indigné l'élus avant de prévenir que, dans ces conditions, il ne voterait pas le budget et qu'il se réservait le droit de porter l'affaire devant le tribunal administratif.

## L'activité

### Groupe communiste régional

#### Un CDI pour tous

A la veille de la journée du 28 mars, les élus régionaux ont tenu à souligner que l'Assemblée régionale « **par ses responsabilités en matière d'éducation et de formation, est directement partie prenante pour proposer des choix de progrès** ». A l'opposé du CPE, le groupe affirme qu'il « **soutiendra la création d'un CDI sous forme de Contrat Emploi Formation associant une formation et un travail au même taux de salaire horaire que les autres salariés** ». Aujourd'hui, rappellent les élus « **des fonds publics et des crédits versés aux entreprises servent à licencier ou à casser l'emploi. Ils doivent être**

évalués, contrôlés et utilisés pour en créer ». C'est pourquoi, ils souhaitent « **rapidement, comme il en a été décidé par la majorité régionale, la mise en place d'une véritable commission de contrôle d'évaluation de l'efficacité des fonds publics attribués aux entreprises** ». Cette commission serait bien utile en ce moment, concluent-ils pour Philips, Aevum ou la Navale pour ne citer que ces trois exemples régionaux.



### Au conseil général

#### Retrait du CPE

Afin de relayer les grèves et manifestations, Jean-Louis LE CORRE a souhaité que l'Assemblée départementale se prononce par un vœu demandant le retrait du CPE. Il a notamment déclaré, micro débranché : « **Il est indispensable de retirer le CPE et que s'engage une négociation avec les partenaires sociaux qui concernera aussi le Contrat Nouvelle Embauche. On ne peut pas négocier avec une épée de Damoclès sur la tête** ». Devant le refus de débattre de l'Assemblée, il a voté contre le vœu frileux de la majorité qui se prononçait pour une simple suspension du CPE. Un vœu sur le contenu duquel l'élus communiste n'avait pas été consulté.

#### 150 « pactes juniors »

L'Assemblée départementale crée 150 « pactes juniors » pour les 16/25 ans. Ce dispositif permet d'accéder à des emplois publics de catégorie C pour les services départementaux, les collèges et les centres d'exploitation des routes. Ces emplois durables, à temps complet, seront rémunérés à 70 % du minimum de traitement de la fonction publique. Les candidats retenus bénéficieront d'une formation qualifiante.

### Nantes/Saint-Nazaire/Le Croisic : le danger permanent

Tout en se félicitant de la réouverture de la ligne Nantes/Châteaubriant, le Conseiller général du Canton de Montoir, soucieux du développement durable de l'Estuaire a souligné qu'une autre priorité devrait s'imposer à l'Assemblée, « **l'éviter pourrait un jour coûter très cher** ». Il s'agit, bien entendu, de la traversée de la Raffinerie de Donges par la ligne ferroviaire Nantes/Saint-Nazaire/Le Croisic. La « **situation est devenue intolérable, le risque est permanent même si, en parfaite mauvaise foi, il faut constater qu'aucun accident n'est à déplorer. Nous sommes, Monsieur le Président, mes chers collègues dans un périmètre Seveso!** »

#### Arrêtez les expulsions !

L'élus communiste, s'est de nouveau prononcé pour un moratoire contre les expulsions des personnes de bonne foi, les coupures d'eau et d'électricité. « **L'alternative n'est pas entre le choix de porter toute la misère du monde ou de la masquer mais de construire un service public du logement décentralisé qui permettra de rouvrir le parcours résidentiel en construisant des logements adaptés en nombre suffisant** ».



### Finances locales

#### Les élus de la région nazairienne reçus par le sous Préfet

C'est sous une pluie battante que les élus de la région nazairienne se sont rendus à la sous Préfecture de Saint-Nazaire, jeudi 23 mars dans la soirée. Cette rencontre avec le représentant de l'Etat était l'aboutissement (provisoire) d'une démarche d'information et de sensibilisation sur les finances



locales, entamée il y a maintenant deux mois. Reçus par le sous Préfet, Marc JUSTY, Président de l'ADECRA 44, Sabine MAHE, Membre du bureau et Adjointe au Maire de Trignac, Hubert DELAHAIE, Conseiller régional et Véronique MAHE, Adjointe au Maire de Saint-Joachim lui ont présenté la proposition de loi déposée, il y a maintenant un an, à l'Assemblée par les députés communistes. A l'heure où les entreprises du CAC 40 enregistrent des profits historiques, ils ont renouvelé leur demande de voir taxer à 0,5 % les flux financiers ce qui rapporterait 25 milliards d'euros aux collectivités territoriales, premiers investisseurs publics du pays.

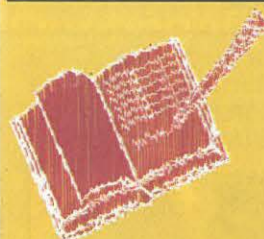
### Natura 2000

#### L'Etat remet le couvert !

On croyait l'affaire réglée, le périmètre bouclé mais, bousculé par l'Europe, l'Etat a de nouveau ouvert le dossier Natura 2000 concernant les estuaires de la Seine, de la Gironde et de la Loire. Sans consulter les communes concernées, les Pouvoirs Publics ont décidé d'étendre le périmètre protégé et le Préfet demande aujourd'hui aux collectivités de délibérer sur la question. Cette extension non concertée, risque de gêner le développement industriel, l'activité portuaire et notamment le projet de Donges Est qui est pratiquement finalisé. Dans les communes et les intercommunalités concernées, les élus communistes opposent une fin de non recevoir à ce passage en force, rappellent et confirment le contenu des délibérations prises sur ce sujet il y a quatre ans.



## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



**Lundi 3 avril :** Comité exécutif local de la section Loire et Sèvre à 18h30, salle Jeanne d'Arc aux Sorinières.

**Mardi 4 avril :** Conseil départemental à 18h00, Fédération du PCF, 41 rue des Olivettes à Nantes.

**Jeudi 8 avril :** Comité exécutif local de la section Rezé Sud-Loire à 19h00, au siège 30 bis rue des Chevaliers à Rezé.

**Samedi 3 et dimanche 4 juin :** Fête des Nouvelles au Parc paysager de Saint-Nazaire

### Souscription aux «Nouvelles»

En raison de l'actualité chargée, nous avons décidé de surseoir à la publication de la 5ème liste des souscripteurs à notre journal. Bien entendu notre souscription continue, nous reviendrons dans notre prochaine édition sur cette question.

Nulle raison pour cela, d'attendre pour verser afin de donner à notre journal les moyens de sa parution et de sa modernisation.

## ■ En quelques mots

### ■ UNE GAUCHE UNIE CONTRE LE CPE

Après l'ensemble des syndicats résolus dans l'action contre le Contrat Première Embauche, l'ensemble des formations politiques se retrouvent, unies pour riposter et renforcer la mobilisation.

C'est ainsi que nationalement 11 partis de gauche (il ne manquait que Lutte Ouvrière, toujours enfermée dans ces stratégies sectaires) ont signé ensemble une déclaration commune condamnant le coup de force de Jacques CHIRAC passant en force la loi et la politique du gouvernement qui échoue sur l'emploi et ne propose comme seule perspective, que la précarité.

Indiscutablement cette union des forces politiques de gauche, après celle réalisée au niveau syndical, est un atout immédiat pour la poursuite du mouvement revendicatif contre le CPE et son retrait mais également une avancée pour construire une alternative politique à gauche qui se s'appuie pas sur la précarité pour trouver des solutions au problèmes de l'emploi.

LE JOINT PLUS NOCIF  
QUE LA CIGARETTE



### ■ QUELLES SUITES ?

De nouvelles réunions de travail sont prévues entre les différentes formations de gauche. C'est ainsi que dans une période considérée par tous comme inédite, l'idée de tenir des meetings de la gauche, de constituer des collectifs de riposte au niveau des départements, émergent. A l'issue de l'intervention de Jacques CHIRAC, Marie-George BUFFET a déclaré : " Le chef de l'état a décidé de peser de tout son poids pour faire passer en force le CPE, au risque d'aggraver une crise déjà très profonde. C'est un choix irresponsable et dangereux. "

### ■ CRS EN ACTION CONTINUE

Après les étudiants et les lycéens confrontés chaque jour aux rencontres et face à face avec les CRS, ce sont les intermittents du spectacle en action nationale lors de la journée de négociation avec le MEDEF pour la signature d'un nouveau texte régissant leur assurance chômage qui on eu droit à une évacuation en règle de la Direction Régionale des Affaires Culturelles. Cette nouvelle intervention des forces " dites de l'ordre " confirme les intentions d'un gouvernement qui ne tolère pas la contestation et confond la matraque avec la négociation.

### « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU

Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



## Dernière minute

### ■ L'AUDIMAT EXPLOSE

C'est la France profonde, la France inquiète, le peuple français qui attendait du Président de la République qu'il les entende. Ce sont en effet 88,5 % de nos compatriotes qui se sont retrouvés vendredi soir à 20 heures devant leur poste de télévision d'après Médiamétrie.

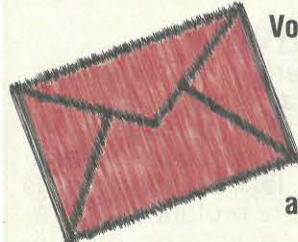
### ■ REÇU MAIS PAS CONVAINCU

C'est le résultat d'une autre enquête menée par le CSA pour le Parisien/Aujourd'hui qui nous annonce que 62 % de ces mêmes Français, se sont déclarés pas convaincus des propos de notre Président de la République. Ça fait rien, le cap est pourtant maintenu.

### ■ A LA RESCOUSSE

Dans son édit de dimanche, le patron de Ouest France n'y va pas de main morte pour aider les " pro CPE ". Après avoir intitulé son article " Danger ", il explique : les manipulateurs, les casseurs, l'irresponsabilité des parents, des adultes de laisser leurs enfants manifester... Il en vient ensuite aux dérives que peuvent entraîner une telle situation : " Vous rendez-vous compte 10 à 15 % du corps électoral vote pour l'extrême droite et autant pour l'extrême gauche ". Tremblez, Français moyens... Et finissant son propos par " la démocratie qui est menacée quand le dialogue est empêché par la violence ". Le patron de Ouest France, ne cachant pas son camp, oublie tout simplement de parler des responsabilités de DE VILLEPIN, CHIRAC SARKOZY et les autres quand depuis 2 mois, ils essaient de passer en force, oubliant Parlement et partenaires sociaux.

## Il fallait se le dire



Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.

« NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes »  
e-mail : nla@wanadoo.fr

### Courage, on les aura

C'est avec ce petit mot d'encouragement et sympathique que Jacques de Nantes nous fait parvenir

son chèque de souscription aux Nouvelles. Merci Jacques pour ton geste comme l'ensemble des souscripteurs qui apportent leur soutien au journal.

### J'espère qu'il n'est pas trop tard

C'est en s'excusant du retard et en craignant d'arriver après coup, qu'un autre souscripteur nous fait parvenir sa participation. Pas de problème de délai entre nous et pour toutes celles et ceux qui donnent à notre journal pour qu'il ait les moyens de son existence et son développement.

### Peut faire mieux

Paulette, responsable de la coordination nazairienne contre la guerre en Irak a réagi au peu de place que nous avons consacré pour annoncer

l'initiative que son organisation tenait à Saint-Nazaire avec une conférence débat sur le thème " L'Irak : réalité de l'occupation ". Elle nous avait, en temps, adressé une documentation en ce sens.

Certes, nous aurions pu et vraisemblablement dû réserver une place plus importante à l'annonce de cette initiative. Nous ne l'avons pas fait non pas par " volonté politique " mais parce que l'actualité a guidé sur le dernier numéro des " Nouvelles " vers d'autres sujets. Erreur, manque de perspicacité ? En tout état de cause loin de nous l'idée que les combats pour la

paix seraient devenus secondaires, au contraire, nous considérons qu'ils sont aujourd'hui comme hier, au centre de nos préoccupations. La meilleure façon de corriger le " raté " est peut-être de consacrer lors d'une prochaine édition, une place à l'initiative du 29 mars dernier telle qu'elle s'est déroulée.

### Une bonne première

Il se dit vieux communiste mais toujours dans le coup, Jean est un lecteur des Nouvelles depuis de très nombreuses années. Dans un message qu'il nous a adressé, il nous fait part de sa satisfaction pour la

façon avec laquelle le journal s'est impliqué dans la préparation du Congrès du Parti. C'était je pense un " pari " pour vous de lancer une tribune de discussion. Je crois que vous avez pleinement réussi. Je me demande si vous ne pouvez pas continuer en ce sens, car je trouve la formule de l'expression directe des lecteurs sur par exemple des sujets d'actualité, très vivante ; cela pourrait donner encore plus de rythme aux Nouvelles dont j'apprécie le contenu à chaque parution. Un petit mot en guise de réponse : C'est à mettre en réflexion...